

En pages 2 et 3

PROLETAIRES et BUREAUCRATES en U.R.S.S. par Robert GARRIVE



ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION - ADMINISTRATION 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (11e) - Tél.: CEN. 68-96

C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie 603.201 Paris ABONNEMENTS: 1 AN: 400 FR. - 6 MOIS: 200 FR.

Pour imposer un gouvernement au service des travailleurs UNE SEULE ARME: L'UNITE D'ACTION

« L'unité d'action n'est pas une manœuvre. » B. FRACHON.

Le déroulement de la crise ministérielle met à nu les dessous de la bourgeoisie et de ses hommes politiques. Dans chaque parti, dans chaque groupe parlementaire, on pourrait presque dire dans la tête même de chaque politicien bourgeois, les idées les plus contradictoires se heurtent à tout moment.

Il n'y a plus de majorité à l'Assemblée, concluent les techniciens. « Crise de régime », ajoutent, après de Gaulle, les Comités directeurs de tous les partis. Dans leur langue cela veut dire: crise du système parlementaire; chacun s'en va donc à la recherche d'une salubre réforme de la constitution, d'un beau cordon neuf pour le cors informe et gangrené de la société bourgeoise.

Il s'agit de n'incriminer que le système politique, mais ils savent bien que c'est l'édifice social qui est pourri; la crise du parlementarisme bourgeois n'est qu'un aspect de la crise du régime capitaliste arrivé, en France, au degré le plus avancé de la décomposition.

Une preuve parmi cent autres est fournie par l'échec des plans de dictature bonapartiste du général de Gaulle et par la démission du R.P.F. Le seulisme, pour prendre la place des gouvernements parlementaires aurait eu, en effet, besoin d'une politique impérialiste nationale, lune trop coûteuse pour une bourgeoisie vivant de ses rentes, de la spéculation et de la mendicité.

Un bourgeois définit le programme des intérêts de la bourgeoisie française! Il n'en faut pas plus, en 1953, pour disloquer les partis, bouleverser la vie des ambassades, pousser les généraux séniles à des prouesses oratoires, plonger dans l'angoisse tous les brain trusts capitalistes.

Finalment la résignation l'emporte sur l'audace. Un Bidault fera bien mieux l'affaire. « Bien sûr l'immobilisme est très mauvais; mais quand on est enlisé jusqu'au cou... »

FAVRE-BLEIBREU. (Suite page 4.)

Un bourgeois définit le programme des intérêts de la bourgeoisie française! Il n'en faut pas plus, en 1953, pour disloquer les partis, bouleverser la vie des ambassades, pousser les généraux séniles à des prouesses oratoires, plonger dans l'angoisse tous les brain trusts capitalistes.

Finalment la résignation l'emporte sur l'audace. Un Bidault fera bien mieux l'affaire. « Bien sûr l'immobilisme est très mauvais; mais quand on est enlisé jusqu'au cou... »



DIOGENE-AURIOL



DIOGENE-AURIOL

S'organiser pour la victoire

VENANT de son entreprise où, après plusieurs débrayages, l'agitation reste grande, le délégué au Congrès de la C.G.T. sera certainement étonné de la disparition de Jordre du jour et de la place occupée par les réjouissances: bal dimanche et anniversaire de Frachon à l'Alhambra mardi.

Il n'y a pas de rapport écrit soumis à la discussion, ce qui est sans précédent, et pourtant des problèmes brûlants se posent aux militants de la C.G.T. Ce sont ses préoccupations que pourrait exprimer ainsi le délégué à la tribune.

Notre C.G.T. joue dans la classe ouvrière française le rôle décisif: organisation de masse, elle recueille la majorité des suffrages aux élections de délégués. Elle peut entraîner dans l'action de larges couches de travailleurs.

Elle dispose de toutes les possibilités de manœuvre à l'égard des autres centrales. Pour cette raison les actes de la C.G.T. sont graves de conséquences.

Il ne semble pas que la C.G.T. ait répondu pleinement aux espoirs des ouvriers dans les dernières luttes et ils estiment qu'elle pouvait faire beaucoup plus.

Après avoir justement apprécié le renouveau de la combativité ouvrière et la puissante aspiration à l'unité d'action, nous n'avons pas su fixer les objectifs qui pouvaient être atteints grâce à cette situation.

Le plus clair est la grève Renault. Cette grève ne pouvait pas nous surprendre: plusieurs mouvements spontanés nous faisaient prévoir une montée de la température dans l'ensemble de la classe ouvrière.

Renault pouvait être le signal d'un grand mouvement. La signature de l'accord très positif des quatre syndicats de l'usine était un tremplin comme on ne pouvait en espérer de meilleur. Son adoption par de nombreuses autres usines fut comme une trainée de poudre.

La classe ouvrière était prête à agir. Notre objectif ne devait pas être alors d'orchestrer l'élargissement du mouvement et d'empêcher la généralisation de l'unité d'action?

A partir de Renault, pour un arrêt limité mais général, nous devions lancer un appel pour préparer une action d'ensemble dans (Suite page 4.)

ATLANTISME: COTE EN BAISSÉ

René Mayer, après Pinay, faisait tout bien que mal la politique de bourgeoisie rentière, spéculatrice et mendicant. Mais, lorsque sur ordre de Washington, il lance « l'idée » de la conférence à trois aux Bermudes pour torpiller la conférence avec l'U.R.S.S., revendiquée par Churchill, il est abandonné par ses maîtres capitalistes, et renvoyé à l'Assemblée.

Paul Reynaud, malgré l'attrait de son projet d'une dictature « à l'essai » pour dix-huit mois, est très mal accueilli par la haute finance qui renvoie devant son programme d'alignement servile derrière Wall Street.

Le bourgeois français, en écoutant Churchill, se sent pris d'audaces juvéniles. Il rêve d'un bloc avec Londres contre le despotisme de « l'allié » américain. Il rêve de résister à la concurrence envahissante de l'Allemagne de l'Ouest qui stimule des investissements massifs de capitaux américains.

Il rêve aussi de marchés fructueux à l'Est, car la politique d'armement n'apporte de profits que pour une minorité de capitalistes français et crée tous les jours de plus graves difficultés pour la majorité. Il rêve d'un finir avec l'épouvante aventure indochinoise pour passer à l'économie par des investissements d'État.

Est-ce l'heure de Mendès-France, l'homme qui répète, à haute voix, ce que le bourgeois français se dit dans ses rêves?

SPECTACLE DE FIN D'UN MONDE Le débat sur l'investiture de Mendès-France donne une idée partielle de la pa-

SAUVONS LES ROSENBERG !

Que les Rosenberg aient été condamnés sur des preuves fabriquées par les services du FBI - la désolante américaine - cela ne fait plus de doute pour personne. La presse mondiale en a parlé de presse, notamment la lettre de Greenleaf, le principal témoin du procès, reconnaissant qu'il s'est trouvé entre les mains du FBI, qui lui a dicté son « témoignage ».

Pourtant, l'impérialisme américain ne lâche pas sa proie. Si l'opinion publique mondiale ne contraint pas, par ses protestations indignées, Eisenhower à faire grâce, les Rosenberg mourront le 18 juin sur la chaise électrique.

Seule l'action des travailleurs peut encore arrêter le bras du bourreau. Le Parti communiste internationaliste joint sa protestation à celle de toutes les organisations ouvrières, et les appelle à organiser dans l'unité les pétitions, dégrèvements, manifestations, actions de masse contre le crime qui se prépare à Sing-Sing.

DES DECEPTIONS DE DUCLOS AUX TACHES COMMUNISTES

A U cours du débat sur l'investiture, Duclos n'a pas caché sa déception à Mendès-France. « Croyez-le, Monsieur le Président du Conseil désigné, ceux qui avaient pu former des espoirs sur le caractère novateur de votre politique ne peuvent manquer d'être déçus ». Sa déception se comprend. N'avait-il pas annoncé aux militants du P.C.F. au lendemain des élections municipales que « certaines des préoccupations (du parti radical) pouvaient rejoindre les préoccupations de la classe ouvrière ».

Or, Mendès-France représentait le plus authentique des radicaux « éclairés » à sans embargo donné « ses préoccupations » à l'égard de la classe ouvrière. Elles ont non décevant, pour lui, les objectifs atteints aux avantages sociaux des travailleurs. On comprend les « déceptions » de Duclos, si la subordination de la bourgeoisie française à l'impérialisme américain signifie pour les travailleurs: érasement de leurs conditions de vie, décrets-lois, pouvoir fort. L'indépendance nationale, sous la direction bourgeoise, signifie sur ce plan exactement la même chose. Voici qui éclairera les travailleurs sur la valeur d'une alliance avec les bourgeois « patriotes » et soucieux « d'indépendance nationale ».

Les déceptions des travailleurs et des militants du P.C.F. militants ouvriers de la C.G.T. et du P.C.F. signent, faite d'une perspective. On comprend la déception des militants du P.C.F.

Une fois de plus s'évalent les contradictions du P.C.F. Contradictions entre, d'une part, les besoins de la diplomatie du Kremlin, prête à sacrifier les intérêts des militants du P.C.F.

La Nouvelle République, organe régional de l'Est, à l'occasion du premier anniversaire de la déportation de Messali Hadj, sur un ton bonhomme et protecteur du plus mauvais roit, a commémoré cet anniversaire.

Le Parti communiste internationaliste joint sa protestation à celle de toutes les organisations ouvrières, et les appelle à organiser dans l'unité les pétitions, dégrèvements, manifestations, actions de masse contre le crime qui se prépare à Sing-Sing.

Le Parti communiste internationaliste joint sa protestation à celle de toutes les organisations ouvrières, et les appelle à organiser dans l'unité les pétitions, dégrèvements, manifestations, actions de masse contre le crime qui se prépare à Sing-Sing.

Contre-réforme agraire en Yougoslavie

A la suite du décret « sur la réorganisation des coopératives paysannes de travail » autorisant les paysans à s'en retirer avec les terres qu'ils avaient apportées à la fondation, ce de nombreux coopératives ont décidé de dissoudre leurs coopératives paysannes de travail, à savoir reconnaître les Nouvelles Yougoslavies, du 16 mai 1953. Fait peut-être encore plus grave: « Ce sont les paysans qui, en leur temps, apportèrent le plus de terres à la coopérative qui en sortent maintenant en plus grand nombre. C'est pourquoi leur sortie de la coopérative pose un grand problème à ceux qui désirent y demeurer,

mais qui n'ont plus à leur disposition que peu de terres ». Pour parer à cette situation, l'Assemblée nationale yougoslave vota le 22 mai une loi limitant à 10 hectares de terre arable le fond agricole individuel (15 hectares pour les familles nombreuses).

Le dirigeant de l'économie yougoslave, Voukmanovitch, précisait que « sans le maximum agraire, de nombreux paysans pauvres ou sans terre se trouveraient obligés... de travailler comme salariés chez les paysans riches ». La loi est donc portée à un palliatif, et les tendances à l'accumulation capitaliste primitive, inhérentes à la propriété privée de la terre, sont trop puissantes pour que les paysans moyens et riches ne trouvent pas mille et un moyens pour tourner la loi, et pour concurrencer victorieusement sur le marché libre des produits agricoles les coopératives de paysans pauvres. Les lois du marché et de l'accumulation capitaliste sont malheureusement plus puissantes que « la rééducation des hommes » à laquelle Tito a recouru.

Quand le Parti bolchevique, en 1921, eut recouru à la N.E.P. [Nouvelle Politique économique], Lénine reconnut ouvertement qu'il s'agissait d'un recul très sérieux de l'Etat ouvrier russe. La décollectivisation des terres en Yougoslavie signifie, sous l'apparence d'un rapport, un recul encore plus important, d'autant que la Yougoslavie dispose d'une marge de manœuvre infiniment plus étroite. Pourtant Tito dénonce et la confusion chez certains de nos camarades à qui « est cru que nous revenions en arrière » et « Nous ne sommes pas retournés en arrière », déclare Tito: « nous avons seulement pris un point de départ qui nous mène plus sûrement au but — qui est le socialisme à la campagne ». Comment la restauration de la petite propriété terrienne deviendrait-elle un « point de départ » pour « le socialisme à la campagne »? C'est ce que Tito n'explique pas, et pour cause.

Car, s'il possédait plus loin son analyse, il devrait reconnaître la faillite du programme agraire.

G. BLOCH (Suite page 3.)

La population de Niort avec MESSALI

Un tract fut diffusé et réabonné dans toute la ville. L'écho en fut extrêmement favorable. Nous pouvons notamment y lire: « C'est pour avoir osé lutter contre l'injustice et aussi pour avoir refusé de collaborer que Messali Hadj fut condamné par Vichy à 16 ans de prison et 20 ans d'interdiction de séjour. C'est parce qu'il a le courage de continuer à lutter que les gouvernements successifs continuent à le proscrire ».

Et le Cercle Zimmerwald demande, à juste raison à tous les Niortais: « Voulez-vous être solidaires de telles injustices faites au nom de tous les Français ? »

Chacun comprendra l'importance d'un tel écrit. L'administration aurait voulu faire oublier la déportation de Messali. L'administration aurait voulu que Messali devienne « niortais ». Ce sont les Niortais eux-mêmes qui ont répondu comme il se devait à tous les ministères de l'intérieur et à tous les gouvernements généraux.

Cette première manifestation publique démontre que certains n'oublient pas. Il est remarquable que dans cette affaire, la presse ouvrière, comme les partis qui l'impriment (P.S., P.C.F.) ont observé un silence indigne.

Le Cercle Zimmerwald, organisation qui recrute les représentants de différentes opinions de gauche, n'a pas manqué de relever l'incident et a profité de cette occasion pour manifester son désaccord public avec les méthodes qui ont présidé à la déportation de Messali Hadj et stigmatiser les méfaits colonialistes en Algérie.

Stéphane JUST. (Suite page 4.)

JUN 36 nous enseigne que l'unité d'action ouvre les portes des victoires

P our les travailleurs, juin 1936 est le symbole de l'action réalisée par un front unique de la classe ouvrière, l'unité d'action de la base au sommet; unité d'action sur le plan syndical, mais aussi unité d'action des partis ouvriers, immense mouvement enthousiaste de la classe ouvrière, juin 1936 est dans la mémoire des travailleurs: ce début de Révolution dont parlait Trotsky, Révolution qui a échoué par la faute des dirigeants ouvriers, mais dont les leçons ne seront pas perdues.

Jun 36 est la riposte ouvrière au fascisme et à la misère, riposte venant après une longue période de division et d'impulsance de la classe ouvrière. Le chaos économique, le chaos politique, l'expatriation des classes moyennes à la recherche d'une solution que la division ouvrière ne permettait pas d'offrir, tout cela contribua à amener l'émeute fasciste du 6 février 1934. Mais, si les fascistes avaient profité des divisions ouvrières, celles-ci n'étaient pas irrémédiables, la classe ouvrière impuissante et déçue n'avait pas subi de défaite décisive. Ceci explique qu'elle ait pu passer à la contre-offensive et imposer à ses chefs le front unique ouvert. Dès le 12 février 1934, travailleurs socialistes et communistes manifestent ensemble et cette volonté d'unité ne va pas se relâcher, s'imposant dans toutes les actions. Sous cette pression, en mars 1935, les deux centrales syndicales C.G.T. et C.G.T.U. s'unifient. Dans cette unité retrouvée, les travailleurs prennent conscience de leurs forces, et, les élections du 3 mai 1936 (avant les élections socialistes) ont été aussi radicaux s'étant unifiés sur la base du « Front populaire ») ont un large succès des partis ouvriers.

Ces élections portent à un niveau inégalement plus élevé cette volonté de lutte du prolétariat et les grèves démontrent et se développent dès le début de mai 1936. Grèves partielles et défensives au départ, elles deviendront très vite offensives, tandis qu'elles revêtent une nouvelle forme: grèves avec occupations d'usines. Cette dernière forme est un moyen d'une efficacité très grande contre le patron qui sert mieux son intérêt à des propriétés de manière directe: elle manifeste clairement que l'action des masses tend à déborder le cadre du régime capitaliste. La direction de la C.G.T. s'efforce vainement pendant toute cette période d'endiguer et de contrôler un mouvement qui lui échappe de plus en plus.

Les appels au calme, à rester dans la légalité se multiplient, tandis que dirigeants réformistes et stalinien recherchent un compromis avec le patronat. Mais la grève Renault accélère l'ensemble du mouvement révolté, tandis que le patronat, notamment Sarraut se retire précipitamment pour laisser la place à Blum, chef de la nouvelle majorité.

Tout de suite apparaît clairement l'équivoque de ce gouvernement porteur au pouvoir par les travailleurs et qui déclare ne pas vouloir sortir des cadres de la légalité bourgeoise. Ne pas « gêner » le gouvernement de Front populaire par des mouve-

ments subversifs (risquant « d'aliéner l'alliance » avec les radicaux), ce sera là le leitmotiv de la presse, du P.S., du P.C.F. et de la C.G.T., dans ce mois de juin 1936. Attendez! Patientez! Mais les travailleurs n'attendent pas, et la formation du gouvernement Blum, loin d'arrêter le mouvement de grèves ne fait que l'amplifier. Du 7 au 11 juin, les grèves atteignent un ampleur jamais égale jusque là.

C'est dans cette situation que sont signés, — à la demande du patronat — les accords Matignon destinés à mettre un frein définitif au mouvement ouvrier. Mais le premier accord signé, les travailleurs continuent à faire grève et à occuper les usines. La base ouvrière tend ainsi spontanément à déborder le cadre du régime capitaliste. Il lui faudrait une direction révolutionnaire pour mener à bien cette tâche, car — et c'est là le drame — celle-ci ne pourra être forgée dans ces quelques jours de luttes.

Le gouvernement de « Front populaire » (soutenu par les communistes) va se ranger clairement du côté de l'ordre bourgeois et c'est l'objet des seconds accords Matignon ordonnant la reprise du travail.

C'est aussi le 11 juin que Thorez déclare: « Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications ».

Le mouvement ouvrier fut ainsi contenu, plus refoulé par les directions Blum-Jouhaux-Thorez pour « garder » l'alliance radicale, pour « ne pas effrayer » les classes moyennes, plus tard, pour éviter des « complications » dans la situation internationale.

Pourtant, les classes moyennes suivent toujours le prolétariat quand ce dernier marche hardiment de l'avant.

Jun 36 reste, dans la mémoire de la classe ouvrière, le symbole des possibilités illimitées ouvertes par l'action unie des travailleurs. Mais ceux-ci se souviennent aussi qu'à deux reprises depuis vingt ans — en 1936 et en 1944 — ils se sont vu frustrés des fruits de leur victoire par la politique de collaboration de classe de leurs dirigeants, sous l'égide du Front populaire ou du Front national uni; et qu'à chaque fois, la bourgeoisie remise en selle n'a pas tardé à reprendre sa revanche.

De plus en plus souvent, la bourgeoisie évacue avec épouvante la possibilité d'un nouveau juin 36. C'est qu'elle sait que cette fois les travailleurs, instruits par l'expérience, ne se laisseront arrêter en chemin par aucun gouvernement de collaboration de classe, même baptisé « gouvernement de paix et de progrès social », qu'ils poursuivront leur action jusqu'à la destruction de l'Etat bourgeois, jusqu'à la conquête du pouvoir par le prolétariat.

M. GAUTHIER.

Problèmes de l'Afrique du Nord (V)

LE COMITE CENTRAL SYNDICAL ALGERIEN ?

S CHÉMATISONS en quelques lignes le contexte économique-social de la lutte politique algérienne (1).

1° L'Algérie est occupée depuis cinquante ans par les Français. Après avoir procédé à son annexion par le simple et direct fait de l'occupation de ses institutions traditionnelles, l'occupant a exploité les richesses, tenté de personnaliser le pays.

2° La féodalité traditionnelle a été détruite ou achetée par le colonialisme.

3° Aucune bourgeoisie nationale représentant une puissance économique n'a pu se constituer; par contre, un prolétariat urbain et rural est né du fait de l'accumulation des terres, du développement démographique, du développement du commerce, de la mise en exploitation d'une partie des richesses du sous-sol.

4° Une forte minorité européenne s'est installée, qui représente près d'un million de personnes.

5° Enfin, la misère et le chômage ont entraîné l'émigration en France de plusieurs centaines de milliers d'Algériens vers des régions arides et plus riches.

Ces deux derniers points entraînent une situation originale: celle d'un pays dans lequel, en aucun autre pays colonial, car la société européenne, bien qu'elle soit dans sa presque totalité le produit de l'occupation colonialiste n'en constitue pas moins une véritable société, où les contradictions et oppositions de classes sont, en fait, existantes. D'autre part, l'émigration algérienne en France, tout en conservant son caractère politique, a entraîné un contact intime avec la classe ouvrière française, ses organisations, ses méthodes de lutte et ses idées.

Ces remarques sont élémentaires; mais on n'en a pas toujours tiré les conséquences dernières. On n'a pas suffisamment souligné les caractéristiques particulières du M.T.L.D. parti nationaliste en grande majorité prolétarien, qui a pour objectif la libération, qui n'a de liens ni avec l'impérialisme ni avec le stalinisme et n'est pas inféodé à une bourgeoisie nationale existante. D'autre part, le M.T.L.D. met en avant un programme qui, à côté des mots d'ordre purement nationalistes, a un contenu social avéré. Enfin, cette organisation agit sur un double plan: sur le plan algérien et en France, où elle s'intègre dans la lutte de classes au côté des ouvriers français.

Cette position en France est, notons-le, relativement récente. Il y a quelques années encore la participation des ouvriers algériens à leur syndicat en France n'était très faible; aujourd'hui, les Nord-Africains jouent un rôle syndical actif dans la C.G.T. et s'occupent de propositions propres tout en appuyant les revendications de leurs camarades français. Leur contact avec leur pays natal, par l'intermédiaire de leurs dirigeants imposés à la direction de la C.G.T. de faire preuve de souplesse à leur égard, et de tolérer que les Algériens aient une grande indépendance politique.

Bien de plus exact que de dire que les Algériens en France constituent la conscience anticapitaliste et anticolonialiste française; ils sont aussi qu'ils constituent une aile marxiste dans la lutte des classes.

S'il a compris la nécessité d'appuyer sa lutte en France sur le prolétariat organisé de ce pays, le M.T.L.D. a donc conservé une autonomie très grande vis-à-vis de la direction stalinienne. Les dernières années qui ont précédé la guerre et les périodes de collaboration ministérielle du P.C.F. leur a permis de constituer un mouvement qui ne pouvait compter que sur un appui tactique occasionnel du P.C.F. Déjà l'adhésion de la politique de Front national uni a nettement en vue de se constituer une conscience indépendante et une action indépendante dans l'Afrique du Nord.

Il en va de même en Algérie, la presse à soutenir la direction stalinienne, il n'y a eu que l'unique de lutte constituée en 1951, entre le M.T.L.D., le P.C.A. et l'U.D.M.A. pour tenter de faire échouer la répression. On y a vu généralement l'effet des riva-

lités directrices qui se sont fait jour récemment. L'occupation des scrutins municipaux. En réalité, le front algérien était depuis plusieurs mois moribond. L'U.D.M.A. avait été dissoute, l'U.D.M.A. avait démissionné. La P.C.A. suivait une ligne subalterne du mouvement national aux astucieux et acrobates du P.C.A. chaque jour obligé d'adapter sa conduite aux sinuosités stalinienne, celle-ci contrôlant et situant maintenant principalement sur les questions syndicales. On n'a pas été sans remarquer dans les deux derniers numéros parus de l'Algérie Libre, la violence des attaques contre le M.T.L.D. et le rôle joué par l'Algérie. La politique est, après aussi du côté stalinien, les articles consacrés à « l'émigration en France » et « l'Algérie Libre » accusant le M.T.L.D. de manœuvres de division.

Comment se situe le débat syndical ?

Il s'agit largement minoritaires au sein des syndicats ecclésiastiques, les stalinien tiennent tous les postes de l'appareil syndical. La situation est, en fait, depuis la période qui a suivi la guerre, période pendant laquelle la C.G.T. menait la même politique que celle de l'Union algérienne. On n'a pas de cesse de faire passer les militants M.T.L.D. au sein de la C.G.T. (scission au cours de laquelle les syndicats F.O. en formation ont largement bénéficié de l'appui du gouvernement) et de faire passer le second grand assaut de la répression et à un de ses meilleurs militants emprisonnés, le camarade M.T.L.D. qui a dirigé une action syndicale suivie, cohérente, et définie une politique en ce domaine que dans les autres années.

Il n'y a pas, jusqu'à ce jour, posé ouvertement le problème de la constitution d'une centrale syndicale algérienne indépendante. C'est ce que nous avons dit, dans un article que nous avons écrit, dans le M.T.L.D. (1) sous le titre: « L'Algérie Libre ».

Il n'y a pas, jusqu'à ce jour, posé ouvertement le problème de la constitution d'une centrale syndicale algérienne indépendante. C'est ce que nous avons dit, dans un article que nous avons écrit, dans le M.T.L.D. (1) sous le titre: « L'Algérie Libre ».

Il n'y a pas, jusqu'à ce jour, posé ouvertement le problème de la constitution d'une centrale syndicale algérienne indépendante. C'est ce que nous avons dit, dans un article que nous avons écrit, dans le M.T.L.D. (1) sous le titre: « L'Algérie Libre ».

Il n'y a pas, jusqu'à ce jour, posé ouvertement le problème de la constitution d'une centrale syndicale algérienne indépendante. C'est ce que nous avons dit, dans un article que nous avons écrit, dans le M.T.L.D. (1) sous le titre: « L'Algérie Libre ».

Il n'y a pas, jusqu'à ce jour, posé ouvertement le problème de la constitution d'une centrale syndicale algérienne indépendante. C'est ce que nous avons dit, dans un article que nous avons écrit, dans le M.T.L.D. (1) sous le titre: « L'Algérie Libre ».

Il n'y a pas, jusqu'à ce jour, posé ouvertement le problème de la constitution d'une centrale syndicale algérienne indépendante. C'est ce que nous avons dit, dans un article que nous avons écrit, dans le M.T.L.D. (1) sous le titre: « L'Algérie Libre ».

Il n'y a pas, jusqu'à ce jour, posé ouvertement le problème de la constitution d'une centrale syndicale algérienne indépendante. C'est ce que nous avons dit, dans un article que nous avons écrit, dans le M.T.L.D. (1) sous le titre: « L'Algérie Libre ».

Il n'y a pas, jusqu'à ce jour, posé ouvertement le problème de la constitution d'une centrale syndicale algérienne indépendante. C'est ce que nous avons dit, dans un article que nous avons écrit, dans le M.T.L.D. (1) sous le titre: « L'Algérie Libre ».

LE FRONT EN REALISME SOCIALISTE

DANS L'ARSENAL POLITIQUE DE STALINE, UN RECOURS AU NOUVEAU DIRECTEUR DE LA BUREAUCRATIE SOVIETIQUE, ON TROUVE EN BELLE PLACE LE « REALISME SOCIALISTE ».

Il n'est pas de besoin de la dictature de l'Etat pour le réalisme socialiste. Ce mot a été inventé par un long passé de lutte légale avant d'être devenu le slogan de la science de tout dire à droite et à gauche, celle de comprendre les élites dirigeantes politiques et sociales, celle de se soumettre à Malinkov, celui de se soumettre à Staline, celui de se soumettre à la grande politique soviétique. La forme du « réalisme socialiste » est née de la grande politique soviétique. Elle est née de la grande politique soviétique. Elle est née de la grande politique soviétique.

En U.R.S.S., la loi du « réalisme socialiste » a été complétée par la production artistique. L'art était en crise. La crise de l'art dramatique qui fit grand bruit peu de temps avant l'expiration de Staline éclaira d'une lumière crue le rôle de la culture dans le régime stalinien.

L'exportation du « réalisme socialiste » au-delà de la juridiction du Goupeou, ne s'imposait jamais complètement. En dehors de l'Union soviétique, les artistes réalistes sans talent ou d'aventuriers sans scrupules dont Aragon est le représentant typique, les véritables artistes les plus talentueux par leur désir frustré de contact avec la classe ouvrière, son énergie et son idéal social, ont dû s'écarter de leur haute tâche pour s'abaisser à des « principes » (une colonne grébillonnée par ci, une colonne grébillonnée par là) dans un poème, par le biais de la sauvegarde sociale, sans cesse rebondissante.

Farmi les mesures brutales prises au lendemain et la mort de Staline, la libéralisation du régime artistique fut célébrée.

Après les décisions beaucoup plus spectaculaires, telles que l'annulation des droits communs et interdits éditoriaux, mais surtout l'annulation de l'interdit de la presse, le « réalisme socialiste » est une concession de la ligne stalinienne aux nouvelles exigences par les mêmes pressions politiques intérieures, et par conséquent, est également un recul pour la classe bureaucratique.

Avec un gros retard souligné par l'indignation du travail par Picasso, le P.C.F. a engagé le tournant en ce domaine. Le 23 avril, dès le retour de Maurice Thorez, l'Humanité a publié en première page la photographie de l'épave de Picasso et un fils du peuple. Le 7 mai, Jacques Duclos, désavoué à la tribune de la Mutualité le hallali sur Picasso, enfin, les « Lettres Françaises » ont publié un communiqué sur une page les deux tableaux à 65 % de Picasso, exposés à Rome par Claude Roy, un de ceux qui mena toujours la petite guerre au « réalisme socialiste » par son refus de reconnaître le rôle de Staline dans les lettres, faisant à peu près écho de louanges à Eluard surréaliste.

Il n'est pas sans importance que ce tournant ait lieu, car il n'est pas sans importance pour le prolétariat de savoir que les artistes s'épanouissent ou se démorcellent, qu'ils produisent de belles œuvres ou de mauvaises, qu'ils augmentent la somme de la culture humaine ou se vautrent dans la servilité. Mais le réalisme socialiste (il n'est pas respecté) la bureaucratie soviétique connaît encore bien des convulsions avant qu'elle soit ouverte à des artistes qui ne se sont fourvoyés jusqu'ici que par volonté de lutte et générosité. Ceux qui ont dit tant plus forts pour résister à de nouveaux diktats impudiques, qu'ils aient été ou non, ont prouvé que la liberté en art n'est pas un danger mais un tonifiant, indispensable à qui pense en communiste.

P. GERAUME.

LE FRONT EN REALISME SOCIALISTE

DANS SON DERNIER NUMÉRO, L'ORGANE TROTSKYSTE Démocratie Proletarienne, contre lequel nous avons mis en garde nos lecteurs, cherche à se justifier par la publication de concocs bien entendus, privés de toute référence écrite et très bizarrement cherche un refuge derrière notre camarade Lambert.

Lambert et les trotskystes sont pour l'expulsion de Vassart et autres Barbelé du mouvement ouvrier, pour l'unité d'action avec la C.G.T. et l'Unité syndicale dans une centrale mixte et démocratique rassemblant les centrales ouvrières mais excluant la Confédération des Syndicats Indépendants.

Gran contribua en 1952, avec le colonialiste Lafont, secrétaire de F.O., à la destruction du regroupement pour l'unité syndicale « l'Unité ».

Il serait possible d'énumérer de nombreux autres exemples. Tous démontrent que Lambert n'a aucun trotskisme, n'est ni un trotskiste, ni un trotskyste, mais un homme qui a vu avec un Gran qui n'a nulle part signifié un abandon de ses positions réactionnaires depuis son entrée au Comité de Démocratie Proletarienne.

En fait tous les militants syndicaux savent que Gran est un anticommuniste, antitrotskyste qui sait fort bien combiner ses touches manœuvres sans aide. Une autre note. En 1952, Démocratie Proletarienne annonçait la publication d'un article du camarade Lévine. On peut chercher dans les numéros suivants l'article du camarade Lévine. Il ne s'y trouve pas, et pour cause!

Le bluff de Démocratie Proletarienne et celui de son compère-nemi La Lutte sont de même nature, et qui ne trompent que les masses paysannes avec les Barbé, Canquier et Vassart, anciens députés communistes. Les qui en 1959 ont honteusement fui la répression et qui durant l'occupation eurent des relations avec les Docteur, Gitton et autres collaborateurs.

René DUMONT.

Un livre indispensable à tous les militants ouvriers... JUN 36 par J. DANOS et M. GIBELIN. En vente à la S.P.E.L. 550 fr.

Demandez les dernières publications de la S.P.E.L. Dix Thèses sur le stalinisme adoptées par le VII^e Congrès National du P.C.I. 60 fr. LÉON TROTSKY, Stalinisme et Bolchevisme 30 fr.

OLEANS ET BUREAUCRATIE

CONCESSIONS ECONOMIQUES...

La réalisation du bien-être généralisé et la marche au communisme servent aujourd'hui, au centre bureaucratique dirigeant de l'U.R.S.S., de drapeau pour les emplois de la main-d'œuvre capitaliste. Mais quelle réalité peuvent recevoir ces mots d'ordre?

Une amélioration très sérieuse au niveau de vie des masses urbaines a été apportée par la baisse des prix, qui a été décrétée le 1^{er} avril dernier, fut un des indicateurs de la nouvelle équipe dirigeante. Les communistes officiels soulignent l'importance exceptionnelle de la baisse des prix pratiquée cette année. Ils chiffrent à 46 milliards de roubles l'économie annuelle à réaliser par les consommateurs sur les marchés d'Etat en conséquence de cette baisse, contre 23 milliards à la suite de la baisse de 1952. Cette baisse doit se répercuter sur le marché kolchozien (alimenté par la production agricole privée et par les surplus de fournitures livrées au marché d'Etat) pour une valeur de 7 milliards de roubles (contre 5 milliards l'an dernier).

Les mencheviques de l'émigration reconnaissent l'importance de l'amélioration apportée au niveau de vie du travailleur soviétique, qui s'est vu le pouvoir d'achat moyen après la baisse de 1953, au double de son niveau de 1948 (également baissé il est vrai au sortir des épreuves de la guerre et de la reconstruction).

Malenkov, dans son rapport au 19^e Congrès, chiffrait à 57 % l'élevation du salaire réel des ouvriers et employés soviétiques, entre 1940 et 1951. Entre 1948 et 1952, d'après des sources plus récentes (Jacob Ivanov dans le Kommunist n° 6 d'avril 53), ce pourcentage s'élevait à 68 %. Quant aux directives du 5^e Plan quinquennal approuvées par le 19^e Congrès, elles prévoyaient une élévation de 35 % pour la période 1951-1955.

Ces perspectives d'élévation lente du revenu ouvrier-employé (lente en comparaison surtout de l'élévation lente du revenu national total) ont donc été bousculées par la massive baisse des prix du 1^{er} avril. Pourquoi cela?

L'économie Ivanov, déjà cité, nous donne partiellement la réponse: « Les gens soviétiques de plus en plus veulent avoir des qualités meilleures de pain blanc, de beurre de confiserie, de produits de l'éclairage. Les travailleurs veulent des vêtements de meilleure qualité, des chaussures de cuir, des articles de tricot fin, des chaussures de cuir, sur le mobilier élégant et de bonne qualité, les motocyclettes et les voitures, les livres et postes de télévision » (op. cit., « Accroissement continu du bien-être du peuple soviétique », point 8).

L'offre de marchandises, sur les marchés d'Etat soviétiques, est en effet de nature à mécontenter le travailleur soviétique moyen. L'échelle des prix y est très différente de celle que nous connaissons, par suite de la préférence constante donnée aux productions de moyens de travail et des « avantages » de deux ou trois paires de chaussures! Beaucoup de bureaucrates, kolchozistes millionnaires et ouvriers de choc peuvent donc offrir la télévision. Mais beaucoup de travailleurs du rang sont incapables de se payer un tel avantage.

Malenkov, dans son rapport au 19^e Congrès, chiffrait à 57 % l'élevation du salaire réel des ouvriers et employés soviétiques, entre 1940 et 1951. Entre 1948 et 1952, d'après des sources plus récentes (Jacob Ivanov dans le Kommunist n° 6 d'avril 53), ce pourcentage s'élevait à 68 %. Quant aux directives du 5^e Plan quinquennal approuvées par le 19^e Congrès, elles prévoyaient une élévation de 35 % pour la période 1951-1955.

Ces perspectives d'élévation lente du revenu ouvrier-employé (lente en comparaison surtout de l'élévation lente du revenu national total) ont donc été bousculées par la massive baisse des prix du 1^{er} avril. Pourquoi cela?

L'économie Ivanov, déjà cité, nous donne partiellement la réponse: « Les gens soviétiques de plus en plus veulent avoir des qualités meilleures de pain blanc, de beurre de confiserie, de produits de l'éclairage. Les travailleurs veulent des vêtements de meilleure qualité, des chaussures de cuir, des articles de tricot fin, des chaussures de cuir, sur le mobilier élégant et de bonne qualité, les motocyclettes et les voitures, les livres et postes de télévision » (op. cit., « Accroissement continu du bien-être du peuple soviétique », point 8).

L'offre de marchandises, sur les marchés d'Etat soviétiques, est en effet de nature à mécontenter le travailleur soviétique moyen. L'échelle des prix y est très différente de celle que nous connaissons, par suite de la préférence constante donnée aux productions de moyens de travail et des « avantages » de deux ou trois paires de chaussures! Beaucoup de bureaucrates, kolchozistes millionnaires et ouvriers de choc peuvent donc offrir la télévision. Mais beaucoup de travailleurs du rang sont incapables de se payer un tel avantage.

Malenkov, dans son rapport au 19^e Congrès, reconnaissait que la production de chaussures de cuir de 1940 n'avait été atteinte qu'en 1950, malgré l'augmentation de population et les besoins accumulés. En 1950, le salaire réel de 200 millions de roubles fut obtenu. Quant à la production de tissus de coton de 1940 elle n'a été retrouvée qu'en 1951.

Amélioration de l'approvisionnement en fruits et légumes, en vêtements et

en chaussures, solution à la crise du logement, tel est le contenu du travail soviétique. Les bureaux en ont tenu compte: la baisse des prix a touché principalement les critiques de la situation actuelle des salaires. Le mot d'ordre résume les masses paysannes et estime nécessaire de réaliser que fidèlement les exigences massives de développement de la société et répond aux intérêts vitaux des masses paysannes. Le mot d'ordre résume les masses paysannes et estime nécessaire de réaliser que fidèlement les exigences massives de développement de la société et répond aux intérêts vitaux des masses paysannes.

En fait la revendication des travailleurs vis-à-vis de la production d'objets de consommation, par le système des prix et des salaires, différentes couches sociales. La véritable question encouragée en cela par les mesures de libéralisation des privilèges bureaucratiques.

René DUMONT.

...ET DEFENSE DES PR

Tous les indices montrent, dans ces derniers mois, que les prix ont baissé. Certes les statistiques pas même un indice des prix, sont muettes sur la partie des privilèges (ceux de la bureaucratie) et dissimulent pudiquement sous la rubrique du salaire des employés de l'Etat, dans une grande mesure.

Une autre part correspondant aux privilèges de parti, aux avantages en nature dont jouissent les dirigeants, les salaires élevés des cadres supérieurs, la fraction du revenu national dite « consommation sociale » (consommation des bureaux et état) du surtravail monstrueux développé par l'hypertrophie de l'appareil d'Etat, etc. Ce n'est pas le national total, pour 1951, par le rapport de Malenkov.

Mais que constatons-nous? Selon le même rapport, s'est élevé de 5 % entre 1940 et 1951, alors que de 57 %. La participation de travailleurs au développement de la production d'objets de consommation, par le système des prix et des salaires, différentes couches sociales. La véritable question encouragée en cela par les mesures de libéralisation des privilèges bureaucratiques.

Les directives du 19^e Congrès sur le Plan quinquennal 1951-1955, prévoyant une augmentation du revenu national de 25 %.

La véritable marche de la société au communisme par une baisse relative du salaire direct et un salaire indirect, sous forme d'avantages matériels, de services gratuits, etc. Mais rien de tel n'est en augmentation, l'augmentation réelle du revenu national global employé s'explique-t-elle par un taux d'accumulation de moyens de production (dans laquelle se trouve

(1) Voir La Vérité, n° 312 à 315.

de tous les pays

♦ ETATS-UNIS

ATTENTION AU BEURRE
Une récolte exceptionnelle a menacé...

UN SUCCES DE L'AILLE GAUCHE SYNDICALE AUX U.S.A.

La direction de la faïence a section...

CONFLITS CHEZ LES STALINIENS

Un conflit violent se développe au sein...

♦ INDE

Le Parti communiste indien soutient...

♦ AFRIQUE DU SUD

REPRESSION RACISTE
Première victoire des lois repressives...

destinées à renforcer la ségrégation raciale...

VOUS QUI NOUS ECRIVEZ !

Même sur vos lettres adressées...

♦ SUISSE

LE DEVELOPPEMENT TCHÉCOSLOVAQUE
DERAYOUE LES STALINIENS
La condamnation des journalistes...

♦ CEYLAN

Le Parti Lanka Samasamaja, parti...

EN YUGOSLAVIE

(Suite de la première page.)

gramme du socialisme dans un seul pays
Une fois vaincus leurs ennemis communs...

veloppement de la démocratie socialiste...
Toute l'activité politique des communistes...

Tension croissante EN BOLIVIE

La politique d'aterrissement suivie...

ALLEMAGNE ORIENTALE De Tchoukov à Semionov

Il apparaît maintenant clairement que...

G. BLOCH.

LA ROUSSEE SOCIALISTE AU JAPON

Nous avons déjà prévu la victoire...

C'est le Parti socialiste de gauche qui...

Dans les prochaines élections qui sont...

R. BRUNEL.

Tension croissante EN BOLIVIE

La politique d'aterrissement suivie...

ALLEMAGNE ORIENTALE De Tchoukov à Semionov

Il apparaît maintenant clairement que...

G. BLOCH.

De Prague à Berlin

EPREUVE DE FORCE en Tchécoslovaquie

COMME nous l'avions indiqué précédemment...

C'est dans ces conditions que l'équipe...

Tel fut le sens de la réforme menaillée...

R. BRUNEL.

Avatars de la caste militaire soviétique

Deux mois après la mort de Staline...

ALLEMAGNE ORIENTALE De Tchoukov à Semionov

Il apparaît maintenant clairement que...

G. BLOCH.

REAGENTS DE L'U.R.S.S.

se du logement, telles sont les premières revendications...

DEFENSE DES PRIVILEGES

dans ces dernières années, un développement...

en effort se trouver favorisée, se développant...

Application des normes réduites, des normes dites expérimentales-statistiques...

Malenkov, désormais au pouvoir avec Beria-Molotov...

Un certain A. Grigoriev développe plus avant le même thème...

« L'amélioration des systèmes d'encouragement par les salaires, le renforcement...

Les concessions économiques aux masses urbaines, imposées au nouveau...

ERRATUM. — Dans notre 4-er numéro, avant-dernier paragraphe...

(A suivre.)

R. GARRIVE.

DEFENSE DES PRIVILEGES

dans ces dernières années, un développement...

Application des normes réduites, des normes dites expérimentales-statistiques...

Malenkov, désormais au pouvoir avec Beria-Molotov...

Un certain A. Grigoriev développe plus avant le même thème...

« L'amélioration des systèmes d'encouragement par les salaires, le renforcement...

Les concessions économiques aux masses urbaines, imposées au nouveau...

ERRATUM. — Dans notre 4-er numéro, avant-dernier paragraphe...

(A suivre.)

R. GARRIVE.

DEFENSE DES PRIVILEGES

dans ces dernières années, un développement...

Application des normes réduites, des normes dites expérimentales-statistiques...

Malenkov, désormais au pouvoir avec Beria-Molotov...

Un certain A. Grigoriev développe plus avant le même thème...

« L'amélioration des systèmes d'encouragement par les salaires, le renforcement...

Les concessions économiques aux masses urbaines, imposées au nouveau...

ERRATUM. — Dans notre 4-er numéro, avant-dernier paragraphe...

(A suivre.)

R. GARRIVE.

SUR LE FRONT OUVRIER

L'exemple de l'A.O.I.P.

A l'A.O.I.P., usine de téléphonie du XIII^e arrondissement occupant 1.200 ouvriers, les sections syndicales ont tenu une réunion commune et ont décidé de former un Comité d'unité d'action groupant la C.G.T., la C.N.T., F.O. et la C.F.T.C. Depuis le 3 avril, date de la signature du protocole d'accord, la lutte pour les revendications et les libertés syndicales passe par le Comité d'unité d'action.

Pour la défense des militants syndicaux emprisonnés des délégations ont été transmises des résolutions, à la Chambre des mises en accusation, et à la Présidence du Conseil.

Pour les revendications, le Comité d'unité d'action a convoqué plusieurs assemblées générales du personnel, a fait circuler un cahier de revendications, qu'il a été étendu, lui-même, devant la direction.

Les travailleurs de l'A.O.I.P. ont confiance dans l'unité d'action, car ils savent très bien que c'est par cette orientation qu'ils arracheront leurs revendications au patronat. Mais ce qui ne se fait pas dans les usines doit se faire à tous les échelons.

Il est très regrettable que les dirigeants F.O. de la métallurgie n'aient pas participé avec la C.G.T., la C.F.T.C., les autonomes, le C.G.S.I. aux discussions avec le syndicat patronal. Aussi, consentent de leur unité, les travailleurs de l'A.O.I.P., par la voix du Comité d'unité d'action, ont fait parvenir aux dirigeants fédéraux et des unions départementales F.O. une résolution leur demandant de participer aux côtés des autres centrales syndicales aux discussions avec le patronat.

(CORRESPONDANT.)

Succès unitaire à Saint-Nazaire

Les métallurgistes nazairiens qui récemment publièrent un manifeste commun (1) en vue de l'action revendicative dans les chantiers navals viennent, grâce à leur action, de faire céder le patronat nazairien sur une de leurs revendications. En effet, nos camarades d'Indret et des Ateliers Thiriet, viennent d'obtenir la prime de vie chère de 1.500 Fr. prime déjà obtenue par les métaux des chantiers navals de la Loire et de Penhoët.

D'autre part, les ouvriers du montage-bord à Penhoët, qui demandaient une revalorisation de leur bon-moyen, sans charge accrue, ont obtenu, débrayage unanimement, et obtiennent satisfaction le lendemain.

(1) Voir La Vérité, n° 315.

AU CONGRÈS DE LA C.F.T.C.

La troisième voie, celle de l'équivoque

DANS l'atmosphère des luttes ouvrières redémarrant, s'est tenu le 27^e Congrès de la C.F.T.C. Ce congrès marque incontestablement une date dans l'histoire de la C.F.T.C. et un succès pour sa tendance gauche « Reconstruction ».

Nous avons vu la C.F.T.C. prendre sur des problèmes aussi importants

que la réduction des crédits militaires, la convocation de la commission supérieure des conventions collectives, la défense des libertés syndicales, une position qui rejoint celle de la C.G.T. et de certaines fédérations F.O. Le développement actuel de l'unité d'action ne peut qu'être facilitée par toutes ces attitudes de programmes communs aux échelons syndicaux les plus élevés.

D'autant plus qu'en gardant sa position traditionnelle sur la nécessaire pluralité syndicale, il accepte, sous des formules assez ambiguës, une certaine pratique de l'unité d'action.

Le grand cheval de bataille a cependant été la fameuse troisième voie, entre le capitalisme et le collectivisme.

Cette position peut être définie comme un compromis entre les aspirations confuses des militants et les syndicalismes chrétiens traditionnels de collaboration des classes. Sous toutes les formules progressives — certaines très à gauche, par exemple sur la nécessité de la présence ou de la société sans classes (2) — ce qui est le fond reste tout de même le respect sacré de la propriété privée, de la collaboration à Marsouin, des organismes étatiques où sont représentés patrons et « ouvriers ».

Le Congrès de la C.F.T.C. montre que les possibilités d'unité d'action peuvent se réaliser, toutes les tendances à l'échelle même des confédérations syndicales frappées par le patronat doivent ainsi saisir les points communs qui existent.

Roger SONTET.

S'ORGANISER POUR LA VICTOIRE

(Suite de la première page.)

L'unité. Nous aurions ainsi répondu à l'espoir des travailleurs qui, de leur ensemble, avaient fait leur la revendication des 25 francs de l'heure (ou 5.000 francs par mois), les 3 semaines de congés, etc.

A voir les impuissances qui président à la tentative de formation du prochain ministère il est permis de penser qu'un tel mouvement avait des chances de jeter la ponique dans le camp ennemi et d'aboutir à des résultats positifs. Il est même probable que les ouvriers auraient sans mal conclu à la nécessité d'intervenir pour obtenir un gouvernement qui les serve au lieu de les combattre.

Ces objectifs étaient réalistes, ils étaient clairs et pouvaient être adoptés dans l'enthousiasme; notre propagande ne parvient-elle pas à convaincre jusqu'à 50 % ?

La C.G.T. pouvait en même temps faire une démonstration d'unité sans précédent.

Les travailleurs, c'est certain, veulent l'unité d'action. Mais nous savons que les autres centrales n'en veulent pas. Cependant comment ne pas voir que nous avons atteint la deuxième étape prévue par Benoît Frachon : « commencer ou submerger ». Des accords d'entente ont été signés dans plusieurs corporations, dans plusieurs départements et ceci, fait capital, malgré les consignes des directions anti-unitaires.

Renouveler à l'envi les propositions d'unité d'action à tous les échelons jusqu'aux directions nationales en direction de toutes les confédérations, c'était concrétiser le désir profond de la classe ouvrière.

Aujourd'hui les forces des travailleurs sont toujours disponibles mais nous avons déçu le grand espoir qui a entouré le 1^{er} Mai.

Pourquoi avons-nous accepté ce référendum banal chez Renault alors qu'il était possible d'obtenir que toute la presse soit mise dans l'obligation de publier le lendemain que les ouvriers de chez Renault avaient décidé la grève à 10 % ?

Pourquoi le mouvement ne s'est-il pas élargi comme l'environnement l'accord des syndicats Renault ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu de coordination rapide avec les mouvements qui étaient en cours ou sur le point de se déclencher (marins, métro-bus, cheminots, postiers) ? Pourquoi l'appel à l'unité d'action n'a-t-il pas été lancé à tous les échelons à ce moment décisif ?

Pourquoi les mouvements que posent les travailleurs. Et c'est à la C.G.T. qu'ils les posent car ils savent que seule la C.G.T. était capable de réaliser tous ces objectifs.

Notre Congrès aujourd'hui doit donner satisfaction aux travailleurs.

Si les patrons ne satisfont pas les revendications, si le gouvernement maintient nos dirigeants en prison, ce n'est pas parce qu'ils sont irresponsables que que les méfaits de la division ne sont pas encore totalement surmontés et empêchent la contre-offensive ouvrière de se développer.

C'est aujourd'hui de notre Congrès que doit partir le signal du renversement de cette situation.

Sans hésitation la C.G.T. proclame qu'elle prépare le combat de la classe ouvrière française et qu'immédiatement elle appelle toutes les organisations syndicales, leurs bureaux confédéraux, leurs fédérations, leurs unions départementales et locales à réaliser une irrésistible unité d'action.

Avec cet objectif les militants partent du Congrès pour organiser la victoire. Une unité d'action pour un combat général victorieux !



TACHES COMMUNISTES

(Suite de la première page)

continues des peuples coloniaux et de la classe ouvrière, si cela peut aider la bourgeoisie française à se dégarer de l'emprise américaine ou même seulement l'amener à faire pression sur lui pour une conférence à quatre, et d'autre part, l'intérêt de la classe ouvrière qui est de mettre à profit la faiblesse de cette bourgeoisie afin de lui porter des coups décisifs, en alliance avec les peuples coloniaux. Contradictions qui s'expriment dans la politique (pour autant que l'on puisse parler d'une politique) des dirigeants du P.C.F. qui n'arrive pas à concilier l'impensable qu'il lui faut avoir en même temps, les besoins de la bureaucratie du Kremlin dont elle dépend, ce qui explique l'incohérence de ses positions successives, ou même simultanées. Tour à tour, elle favorise jusqu'à un certain point les luttes antérieures, puis les condamnait, elle réclame l'indépendance des peuples coloniaux et s'efforce de sauvegarder les « intérêts français » ; elle agit la menace d'un nouveau juin 30, et en même temps, se refuse à faire des propositions d'unité d'action au P.S. et, par la direction de la C.G.T., aux autres directions confédérales ; elle empêche systématiquement la continuation des luttes ouvrières, etc.

Les tâches incombent évidemment aux trotskistes. Mais elles incombent également à ceux qui, à l'intérieur du P.C.F., sont en désaccord (et nous savons qu'ils sont nombreux) avec le jeu de saute-mouton qui tient actuellement lieu de politique aux dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. Ils doivent se regrouper et s'organiser pour donner une expression aux aspirations quasi unanimes des militants communistes à une politique révolutionnaire.

Ces tâches incombent enfin, à ceux qui ont quitté, ou ont été exclus du P.C.F. et en premier lieu à André Marty. Le temps est venu où il devrait parler et agir, non seulement pour réfuter les calomnies, mais aussi pour donner, aux militants du P.C.F. qui doutent, et chercher une issue, une orientation leur permettant d'agir dans la classe ouvrière et dans le P.C.F., leur permettant de s'organiser pour cette lutte.

Ouvrir une issue aux militants communistes. Les partis qui, sous une forme ou sous une autre, tentent de concilier des intérêts de classes qui deviennent de plus en plus inconciliables, voient se développer en leur sein des contradictions de plus en plus aiguës au fur et à mesure que les antagonismes de classes s'exacerbent. C'est ce qui arrive au P.C.F. et explique les soubresauts qui lui servent de ligne politique. Mais à la fin ces contradictions trouvent une solution, dans un sens ou dans un autre.

Le P.C.F. et ce qu'il représente d'acquis pour le mouvement ouvrier, sera-t-il sacrifié pour que les bureaucraties du Kremlin puissent se survivre un peu plus longtemps ? Ou au contraire, les militants du P.C.F. iront-ils de l'avant et deviendront-ils les éléments moteurs d'une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière ? Sous quelle forme cela peut-il se produire ?

Ces questions ne sont pas résolues à l'avance. La réponse dépend en grande partie des militants communistes d'avant garde, qui comprennent la tragédie que constitue pour la classe ouvrière la crise du P.C.F. ; elle dépend de leur capacité à faire progresser les militants du P.C.F. dans leur ensemble, quoiqu'on, aujourd'hui plus que jamais, se borne à être un observateur — même compétent — de la crise du P.C.F., ne remplissant pas son rôle dans le mouvement ouvrier.

Il faut agir sur différents plans. Dans les luttes ouvrières, il faut être clairement connu, être capable de grandir en ampleur et en puissance ; par la coordination des actions engagées entre les corporations ou l'unité d'action est déjà réalisée ; par la réalisation de l'unité d'action à l'échelon des bureaux confédéraux ; ce qui signifie que le bureau confédéral de la C.G.T. fasse aux autres bureaux confédéraux des propositions semblables à celles qui ont été faites. l'union est déjà réalisée ; par des propositions de la part des dirigeants du P.C.F., aux dirigeants du P.S., pour le soutien en commun des luttes ouvrières, et pour une action commune sur toutes les questions où un accord peut être réalisé.

Il faut devenir le porte-parole des revendications des travailleurs, dès de leur expérience de ces dernières années, à l'égard des dirigeants ouvriers, ce qui est un moyen pour les regrouper.

Une seule arme : l'unité d'action

(Suite de la première page)

tion, il veut mieux ne pas bouger et ne pas ouvrir la bouche ». Telle est la philosophie complète de la bourgeoisie française en 1953. Elle a perdu irrémédiablement ses positions en Indochine : Nguyen Van Tam le lui rappelle clairement. Mais elle continue la guerre pour atteindre le moral du corps expéditionnaire !

Elle ruine son économie avec un monstrueux budget militaire. Mais elle n'ose déplorer au sénateurs de Washington.

Et tout à l'avenant ! Il suffit de relire les arguments opposés à Mendès-France par les amis de Pinay, Mayer, Bidault pour comprendre que la bourgeoisie française ne fait même plus ce qu'elle veut, a perdu toute confiance en son avenir et n'ose rien entreprendre pour arrêter le marche du pays à la catastrophe.

IL EST POSSIBLE D'ALLER DE L'AVANT !

Incapable de sortir de l'impasse, exangue, paralysée, la bourgeoisie française ne garde la force de se maintenir au pouvoir que parce que le prolétariat n'a pas la force de l'abattre.

La responsabilité de cette situation incohérente appartient aux grands patrons ouvriers qui ont fallu au mandat à eux confié par les masses populaires du pays.

Du côté du Parti socialiste, nous voyons son secrétaire Guy Mollet, suivi par un tiers environ du groupe parlementaire, reprocher à Mendès-France de tourner le dos au pacte atlantique ! Sous une telle direction, il n'est pas surprenant que le Parti socialiste, malgré la volonté de sa base, ne soit pas le champion du front unique ouvrier.

Du côté du P.C.F., des efforts ont été faits, depuis quelques mois pour renouer avec les aspects les plus destructeurs du sectarisme. Dans les luttes revendicatives, ces efforts ont rendu possible à plusieurs reprises l'unité d'action entre syndicats et, par là même, un combat efficace. Mais la direction du P.C.F. reste incapable de définir un programme clair de front unique politique de la classe ouvrière et de ses partis. Elle reste embourbée dans une conception opportuniste et opportuniste d'une « unité » prolétarienne et bourgeois, de front national uni, qui ne suscite aucun enthousiasme parmi les travailleurs et ne peut

guère leur permettre d'engager le combat, de submerger les obstacles. Tout est mal, dans ce pays, pour la victoire des travailleurs. Tout, sauf la direction des travailleurs, de laquelle dépendent toutes les possibilités de mobilisation et de victoire.

C'est ce qui donne une si grande importance aujourd'hui à la lutte pour le front unique ouvrier et pour une nouvelle direction qui mène non seulement les travailleurs, mais aussi de nombreux opposants de gauche au sein des grands partis, spécialement au sein du Parti communiste.

NEGOCIER AVEC HO-CHI-MINH

Il est indéniable que les milieux gouvernementaux français ont voulu sans cesse remporter la victoire au Vietnam. Leurs déclarations et interventions à l'Assemblée Nationale lors du débat sur l'investiture de Paul Reynaud et surtout de Mendès-France ne sont plus empreintes de cette hargne et de cette « fierté colonisatrice » vis-à-vis des « rebelles du Viet-Minh » dont ils avaient l'habitude. Elles reflètent au contraire tout leur désarroi et toutes leurs déceptions. Loin de vouloir continuer à tout prix cette guerre coûteuse et sans issue, elles cherchent des solutions pour sortir de cette impasse. L'Internationalisme d'aujourd'hui est donc plus réaliste — surtout au point de vue financier — par les Américains, l'abandon des pleins pouvoirs au gouvernement américain, l'envoi de Bao Dai, Nguyen Van Tam, voilà les deux thèmes actuellement en présence. La troisième semblerait être en progrès ; celle de « négocier avec l'adversaire », c'est-à-dire avec le gouvernement de Ho-Chi-Minh. Mais cette dernière solution, si, à l'heure actuelle, elle a gagné les rangs écristes et une fraction du M.R.P., n'a pu encore trouver au sein du Parlement de majorité pour la réaliser.

laborieuse française n'a pu réagir d'une manière efficace — fermée dans son élan par ses partis et ses institutions elle commence à élever sa voix, excitée encore ces derniers temps dans sa rancœur par les scandales sur le trafic de la piastre indochinoise. Car ce n'est pas par hasard que les grands partis de la classe ouvrière — P.C.F., S.F.I.O. — sont obligés aujourd'hui de lancer le mot d'ordre qui est de négocier avec Ho-Chi-Minh.

Mais si ce mot d'ordre semble rallier toutes les voix progressistes intellectuelles et ouvrières, il n'a pu être mis d'accord sur les bases mêmes de cette négociation. Les uns veulent conseiller au chef du Viet-Minh d'être moins exigeant. Les autres ambitionnent de mettre au sourdine la revendication de l'indépendance totale du Viet-Nam et le retrait du corps expéditionnaire français. D'autres y voient un coup de main de la part de la bourgeoisie française.

Sur ce terrain élargi, la population laborieuse française, consciente de sa solidarité prolétarienne et internationale, parlera si les dirigeants de ses partis politiques ou organisations syndicales faillissent à leur tâche.

Elle exigera des négociations avec le gouvernement Ho-Chi-Minh qui représente la majorité du peuple vietnamien dans son aspiration profonde vers l'indépendance totale.

Elle exigera comme base principale de ces négociations le retrait du corps expéditionnaire.

Elle formulera le vœu que le peuple vietnamien victorieux dans la lutte pour l'indépendance, continue sa lutte pour la victoire de la révolution socialiste.

Sur ce terrain, elle le soutiendra de toute sa force et de tout son cœur. N. T.

Après les premiers débrayages Dans les P.T.T.

Lieu de plusieurs gros bureaux de Postes, comme ceux des gares P.L.M., Saint-Lazare, Montparnasse, etc., les débrayages du Central Télégraphique de Paris, a témoigné de la volonté de combat indéniable des Postiers.

De plus, ces débrayages enthousiastes ont toujours eu un profond caractère unitaire. C'est ainsi qu'au P.L.M., engagé en action à près de 100 %, un Comité d'entente paritaire des quatre syndicats a fonctionné et continué à fonctionner en permanence. Le 28 à minuit, 24 heures après avoir débrayé, les Postiers du P.L.M. sont rentrés au travail en cortège, les quatre responsables syndicaux ont été présentés pour réclamer, la pause d'une heure. A Paris-Central se tiennent deux assemblées générales. A Saint-Lazare un « Comité de grève permanent » continue d'exister.

Ce désir d'agir efficacement par l'unité, ainsi démontré clairement, ne signifie nullement que nous ne pouvons encore animer les directions syndicales. Si la F.S.-F.O. et la C.F.T.C. n'ont pas donné de résultats, ce sont des facteurs rigoureux à leurs adhérents de peur de les voir isolés dans l'action ou qu'ils passent outre à leur discipline elles ne répondent pas pour autant aux offres de discussions communes faites par la F.P. C.G.T. et la F.N.S.A.

Mais ce coup de frein ne saurait être fatal au mouvement qui prend corps dans les P.T.T. et la Fonction publique pour annuler les scandaleux décrets Mayer et pour, même coup, réclamer la fin du pouvoir d'achat.

S. P. E. L.

Réimpression de l'ouvrage introuvable de Léon TROTSKY

La Révolution Permanente 1^{er} fascicule : 200 fr.

Afrique du Nord

(Suite de la deuxième page)

compagne d'une clarification politique. La rupture du front algérien peut y contribuer. Mais ce n'est évidemment pas suffisant. Nous avons aussi besoin d'un parti qui ne soit pas « échappé » ; opposer à la répression algérienne, toute initiative politique et contraindre le M.T.L.D. à un combat purement défensif contre l'impérialisme français, nous donne l'opportunité d'élaborer une nouvelle ligne politique qui nous permettra de nous ouvrir à l'ordre mondial de tracer de nouvelles perspectives à l'ensemble de l'Afrique du Nord.

Le mot a sans doute une signification différente de celle que nous lui donnons habituellement en France, mais c'est bien la révolution nord-africaine qui en est l'cause. Le M.T.L.D. a un rôle capital à jouer.

(A suivre.)